

BAREME DES COTISATIONS SUR SALAIRES 1^{er} JUILLET 2021 (Modification du Taux GIT des parcs zoologiques) MSA LANGUEDOC

SMIC horaire	SMIC Mensuel	Plafond mensuel de la Sécurité Sociale
10.25 €	1554,58 €	3 428 €

Dispositif TO/DE 2021

Prolongation du dispositif Travailleurs occasionnels – Demandeurs d'emploi

Au regard des conséquences économiques exceptionnelles liées à la crise sanitaire et dans le but de soutenir la compétitivité du secteur agricole, **est prévue une prolongation de deux ans du dispositif d'exonération TO-DE, de manière transitoire, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022.** Le dispositif prendra fin au 1er janvier 2023.

Ces exonérations sont :

- **totales** pour une rémunération mensuelle brute inférieure ou égale à 1,20 SMIC mensuel,
- **dégressive** pour des rémunérations comprises entre 1,20 et 1,6 SMIC mensuel, (voir formule de calcul ci-dessous)
- **nulles** pour des rémunérations mensuelles égales ou supérieures à 1,6 SMIC mensuel.

La formule de calcul

$$1,2 \times \frac{C}{0.40} \times (1,6 \times \frac{\text{montant mensuel du SMIC}}{\text{rém mens brute (hors heures sup et comp)}} - 1)$$

Le paramètre C de la formule de calcul correspond à la somme des cotisations patronales concernées par le dispositif.

L'exonération vise **les cotisations et contributions patronales** suivantes :

- Les cotisations patronales d'assurances sociales agricoles (ASA) - maladie, vieillesse, maternité, invalidité, décès ;
- Les cotisations d'allocations familiales (AF) ;
- La contribution FNAL ;
- La fraction de la cotisation accidents du travail-maladies professionnelles (AT-MP) ;
- La contribution solidarité autonomie (CSA) ;
- Les contributions patronales de retraite complémentaires (dont la contribution d'équilibre générale) ;
- La contribution patronale d'assurance chômage.

Précisions sur ce calcul

Le montant mensuel du SMIC est égal à 151,67 fois le SMIC horaire.

Il doit être corrigé pour un salarié dont la rémunération contractuelle n'est pas fixée pour l'ensemble du mois considéré sur la base d'une durée hebdomadaire (ou rapportée à la durée du cycle) de 35 heures ou d'une durée annuelle de 1607 heures (ex : temps partiel, salarié non mensualisé, situations d'entrées-sorties en cours de mois, salariés dont le contrat de travail est suspendu en raison de maladie avec maintien ou non de salaires, etc.).

Après correction éventuelle du SMIC, cette valeur pourra être augmentée des heures supplémentaires et complémentaires non majorées.

La Réduction Générale 2021

Depuis le 01 octobre 2019, la réduction générale s'applique :

Période	Cotisations concernées
Depuis le 1 ^{er} Janvier 2021	<ul style="list-style-type: none">• Cotisations d'assurances sociales (AS),• Cotisation d'allocations familiales (AF),• Contribution Solidarité Autonomie (CSA),• Fonds National d'Action pour le logement (FNAL),• Cotisation accident du travail (AT/MP) dans une certaine limite (0,70%),• Cotisation patronale due au titre de la retraite obligatoire et contribution d'équilibre générale (CEG), dans une limite cumulée maximale de 4,72% + 1,29% = 6,01%• cotisation assurance chômage (AC) (4,05%)

Sont concernés les catégories particulières suivantes :

- les associations intermédiaires ainsi que les ateliers et chantiers d'insertion ;
- les employeurs de droit privé qui occupent des apprentis ;
- les contrats de professionnalisation conclus avec des demandeurs d'emploi de 45 ans et plus ou conclus par des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification ;
- certains employeurs de la production agricole (au sens du Code rural et de la pêche maritime 1° à 4° de l'article L. 722-1 du Code rural et de la pêche maritime).

Le montant de la réduction (R) est égal au produit de la rémunération mensuelle brute par un coefficient, variant en fonction du niveau de rémunération mensuelle brute.

$$R \text{ ou } R' = \text{rémunération brute} \times \text{coefficient de réduction}$$

Le montant annuel de réduction (R') est régularisé, sur la base de l'ensemble des rémunérations brutes versées au cours de l'année.

$$\text{Coefficient} = \frac{T}{0,6} \times \left[\frac{1,6 \times (\text{SMIC annuel ou mensuel de référence})}{\text{rémunération annuelle ou mensuelle brute du salarié}} - 1 \right]$$

Ce coefficient tend à s'annuler lorsque la rémunération atteint 1,6 SMIC mensuel/ annuel.

Coefficient maximal de réduction T (hors catégories particulières)		
Coefficient maximal de réduction T général	Employeurs soumis au FNAL de 0,10%	Employeurs soumis au FNAL de 0,50%
Au 01/01/2021	0,3206	0.3246

Taux de cotisations au 1er janvier 2021

Tableaux n° 1 : taux de droit commun

Cotisations sociales légales

Cotisations de sécurité sociale								
Cotisations			Taux					
			Sur la totalité de la rémunération			Dans la limite du plafond		
			Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Assurances sociales agricoles	Maladie, maternité, invalidité, décès ¹	Rém annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel ²	7,00 %	0,00 % ³	7,00 %	-	-	-
		Rém annuelle > 2,5 SMIC annuel	13,00 %	0,00 %	13,00 % ⁴	-	-	-
	Vieillesse ⁵		1,90 %	0,40 %	2,30 %	8,55 %	6,90 %	15,45 %
Cotisations d'allocations familiales	Salariés (y compris statutaires de SICAE ⁶)	Rém annuelle ≤ 3,5 SMIC annuel	3,45 %	-	3,45 %	-	-	-
		Rém annuelle > 3,5 SMIC annuel	5,25 %	-	5,25 %	-	-	-
Accidents du travail			Variable	-	Variable	-	-	-

¹ Article D. 741-35 (I) du code rural et de la pêche maritime (CRPM) renvoyant à l'article D. 242-3 du code de la sécurité sociale (CSS). Modifié en dernier lieu par le décret n° 2017-1891 du 30 décembre 2017 relatif au taux des cotisations d'assurance maladie du régime général et de divers régimes de sécurité sociale.

² Article L. 241-2-1 du CSS inséré par l'article 9 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017). Cet article a également été modifié par l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018).

³ 5,50 % pour les salariés domiciliés fiscalement hors de France (soit un taux maximal total de 12,50 % pour les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC et de 18,50 % pour les rémunérations supérieures à 2,5 SMIC) - cf. article D. 242-3 du CSS tel que modifié par le décret n° 2018-162 du 6 mars 2018.

⁴ Précision : Taux applicable aux particuliers employeurs. En effet, l'article L. 241-2-1 du CSS précise que le taux de 7 % n'est applicable qu'aux employeurs bénéficiant de la RDF (article L. 241-13 du CSS). Or les particuliers employeurs en sont exclus.

⁵ Article D. 741-35 (II) du CRPM renvoyant à l'article D. 242-4 du CSS.

⁶ Article L. 741-1 du CRPM renvoyant à l'article L. 241-6-1 du CSS (lui-même cité par l'article D. 241-3-1 du CSS) tel que modifié par l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018).

Cotisations légales recouvrées pour le compte de tiers							
Cotisations		Taux					
		Sur la totalité de la rémunération			Dans la limite du plafond		
		Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Service de santé au travail		-	-	-	0,42 %	-	0,42 %⁷
Versement mobilité⁸		Variable	-	Variable	-	-	-
Cotisations⁹		Assiette¹⁰		Taux			
				Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	
Cotisation complémentaire d'assurance maladie-maternité des actifs de SICAE		Dans la limite de 1,55 plafond de S.S.¹¹		1,01 %	0,54 %	1,55 %¹²	
Cotisation de solidarité des actifs de SICAE envers les inactifs		Dans la limite de 1,55 plafond de S.S.		-	1,15 %	1,15 %¹³	

⁷ Attention : Taux non définitif pour 2021 (applicable à titre provisoire).

Décision de la commission du financement institutionnel du 16 octobre 2013.

⁸ Le « versement transport » est devenu le « versement mobilité » depuis du 1er janvier 2020 (Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ; Lettre à toutes les caisses n° DR-2020-177 du 27 mars 2020).

⁹ Article 18 (XI et XII-1°) de la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020.

¹⁰ L'assiette de ces cotisations complémentaires déroge à l'assiette de droit commun et comprend : les rémunérations et salaires (hors primes et indemnités) ; la gratification de fin d'année ; les majorations résidentielles.

Sont exclus de l'assiette : les heures supplémentaires ; les avantages familiaux (prime pour mariage/PACS, prime pour naissance/adoption, forfait familial pour la charge d'un enfant) ; les primes et indemnités liées à la fonction ou à des sujétions de service.

¹¹ Article 1er (alinéa 4) du décret n° 2005-127 du 15 février 2005.

¹² § 8-B-a de l'article 23 de l'annexe au décret n° 46-1541 du 22 juin 1946 ; Article 1er du décret n° 2005-127 du 15 février 2005, modifié par l'article 2 du décret n° 2020-1689 du 23 décembre 2020.

¹³ § 8-B-b de l'article 23 de l'annexe au décret n° 46-1541 du 22 juin 1946, modifié par l'article 1er du décret n° 2020-1689 du 23 décembre 2020.

Cotisations conventionnelles recouvrées pour le compte de tiers

AC et AGS

AC et AGS							
Cotisations conventionnelles imposées par la loi				Assiette	Taux		
					Employeur	Salarié	Total
Chômage (AC)¹⁴	CDI			Dans la limite de 4 plafonds de S.S. (tranche unique)	4,05 %	0,00 %	4,05 %
	CDD	Surcroit d'activité ¹⁵	Durée ≤ 1 mois		4,05 %		4,05 %
			Durée > 1 mois et ≤ 3 mois		4,05 %		4,05 %
		Dits d'usage ¹⁶	Durée ≤ 3 mois		4,05 %		4,05 %
Assurance garantie des salaires (AGS)¹⁷				Dans la limite de 4 plafonds de S.S.	Hors salariés intérimaires des entreprises de travail temporaire ¹⁸	0,15 %	0,15 %
					Salariés intérimaires des entreprises de travail temporaire	0,03 %	0,03 %

¹⁴ Protocole d'accord du 28 mars 2017 relatif à l'assurance chômage. A compter de 2018, l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017) prévoit une prise en charge de la cotisation salariale d'assurance chômage par l'ACOSS.

¹⁵ La majoration de la part des contributions à la charge de l'employeur due au titre des CDD d'une durée inférieure ou égale à 3 mois, conclus pour accroissement temporaire d'activité, est supprimée pour les rémunérations versées à compter du 1er octobre 2017. Cf. Règlement général annexé à la convention du 14 avril 2017 (article 50 §2) ; Circulaire Unédic n° 2017-21 du 24 juillet 2017.

¹⁶ Pour mémoire, la majoration applicable aux CDD d'usage (*majoration de 0,50 % portant la part patronale à 4,55 %*) a cessé de s'appliquer au 31 mars 2019 (Cf. circulaire Unédic n°2017-21 du 24 juillet 2017)

¹⁷ Même régime que la cotisation d'assurance chômage.

¹⁸ Décision de maintien en 2019 du taux 2018 (Conseil d'administration de l'AGS du 12 décembre 2018 ; LTC DDPA n° 2019-028 du 17 janvier 2019).

APECITA - FAFSEA - AFNCA - ANEFA - ASCPA - PROVEA - VAL'HOR - FMSE

Cotisations conventionnelles pures et simples		Assiette	Taux		
			Employeur	Salarié	Total
APECITA ¹⁹		Dans la limite de 4 plafonds de S.S.	0,036 %	0,024 %	0,06 %
FAFSEA	Accord national du 10 mai 1982 ²⁰ modifié	Sur la totalité de la rémunération	0,20 %	-	0,20 %
	Accord national du 24 mai 1983 ²¹		1,00 %	-	1,00 %
	Accord national du 2 juin 2004 ²²		0,35 %	-	0,35 %
AFNCA / ANEFA / PROVEA / ASCPA		Sur la totalité de la rémunération	0,30 %	0,01 %	0,31 %
VAL'HOR		Cotisation forfaitaire annuelle	variable	-	variable
FMSE ²³		Cotisation forfaitaire annuelle	variable	-	variable

¹⁹ Idem que pour la cotisation APEC : Circulaire Agirc n° 2010-5 du 29 juillet 2010.

²⁰ Accord collectif national du 10 mai 1982 relatif au financement de la formation professionnelle continue des salariés des exploitations et entreprises agricoles

²¹ Accord national du 24 mai 1983 concernant le financement du congé individuel de formation dans les exploitations et entreprises agricoles.

²² Accord national du 2 juin 2004 sur la formation professionnelle en agriculture.

²³ Décret n° 2011-2089 du 30 décembre 2011 relatif aux fonds de mutualisation des risques sanitaires et environnementaux en agriculture.

Contributions sociales

Contributions sociales						
Contributions		Assiette		Taux		
				Employeur	Salarié	Total
Contribution sociale généralisée (CSG)		Sur 98,25 % ²⁴ de la rémunération dans la limite de		-	9,20 % ²⁶	9,20 %
Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)		4 plafonds de la sécurité sociale <u>et</u> sur 100 % de la rémunération au-delà ²⁵ .		-	0,50 % ²⁷	0,50 %
Contribution FNAL ²⁸	Entreprises exerçant des activités mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 722-1 du CRPM et les coopératives agricoles		Rémunération dans la limite du plafond sécurité sociale	0,10 %	-	0,10 %
	Autres employeurs	Moins de 50 salariés ²⁹	Totalité de la rémunération	0,50 %	-	0,50 %
	50 salariés et plus					
Forfait social ³⁰		Certains éléments de rémunération (<i>hors assiettes ci-dessous</i>) exonérés de cotisations de sécurité sociale mais assujettis à la CSG, ainsi que certaines sommes ressortant d'une liste exhaustive fixée par la loi.		20,00 %	-	20,00 %
		Sommes versées au titre de l'intéressement pour les entreprises dont l'effectif est compris entre 50 et 250 salariés		Exonération ³¹		
		Versements d'épargne salariale (intéressement, participation et abondement de l'employeur sur un plan d'épargne salariale) pour les entreprises non soumises à l'obligation de mettre en place un dispositif de participation des salariés aux résultats de l'entreprise (c'est à dire les entreprises de moins de 50 salariés)				
		Sommes suivantes versées sur un plan d'épargne retraite d'entreprise (PERE) ³² : sommes issues de la participation aux résultats de l'entreprise ; sommes issues de l'intéressement ; abondements de l'employeur ; droits inscrits au compte épargne-temps (CET) ou, en l'absence de CET dans l'entreprise et dans la limite de 10 jours, les sommes correspondant à des jours de repos non pris ; versements obligatoires du salarié ou de l'employeur (lorsque le salarié est affilié à titre obligatoire au plan d'épargne retraite d'entreprise) → <u>taux réduit sous certaines conditions</u> ³³		16 % ³⁴	-	16,00 %
		Abondements des entreprises à la contribution versée par un salarié (ou un ancien salarié ayant quitté l'entreprise à la suite d'un départ à la retraite ou en préretraite) sur un PEE, pour l'acquisition d'actions ou de certificats d'investissement émis par l'entreprise ou une entreprise incluse dans le même périmètre de consolidation de combinaison des comptes ³⁵		10,00 %	-	10,00 %
		<ul style="list-style-type: none"> • Contributions patronales de prévoyance complémentaire versées par une entreprise de 11 salariés et plus³⁶ • Sommes affectées à la réserve spéciale de participation au sein des sociétés coopératives de production 		8,00 %	-	8,00 %
Contribution solidarité autonomie ³⁷		Totalité de la rémunération		0,30 %	-	0,30 %
Contribution dialogue social ³⁸		Totalité de la rémunération		0,016 %	-	0,016 %

²⁴ Pour rappel, l'article 17 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (n° 2011-1906 du 21 décembre 2011) a abaissé de 3 % à 1,75 % le taux de l'abattement pour frais professionnels et a exclu certains revenus d'activité du champ de cet abattement (participation, intéressement, indemnités de rupture, etc). Cf. article L. 136-2 du CSS.

²⁵ Article 20 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010). Cf. article L.136-2 du CSS.

²⁶ Pour mémoire, l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (n° 2017-1836 du 30 décembre 2017) avait augmenté de 1,7 point la CSG. Cf. article L. 136-8 du CSS.

²⁷ Article 19 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996.

A noter : La CSG et la CRDS ne sont dues que par les personnes domiciliées fiscalement en France (sauf exception Schumacker³⁹).

²⁸ Article 29 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014. Cf. désormais l'article L. 813-5 du code de la construction et de l'habitation.

²⁹ Article 11 (I-6°) de la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019 : à compter du 1er janvier 2020, le seuil est passé de 20 à 50 salariés. Cf. désormais l'article L. 813-5 du code de la construction et de l'habitation.

³⁰ Articles L. 137-15 et L.137-16 du CSS.

³¹ Article 16 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018).

³² Article 71 de la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019 ; Ordonnance n° 2019-766 du 24 juillet 2019 et Décret n° 2019-807 du 30 juillet 2019 portant réforme de l'épargne retraite ; Arrêté du 7 août 2019 portant application de la réforme de l'épargne retraite.

Cf. LTC n° 2019-334 du 14 juin 2019 (p. 12-13) ; LTC n° 2019-550 du 15 octobre 2019.

³³ Le plan d'épargne retraite d'entreprise doit prévoir que l'allocation de l'épargne permettant de réduire progressivement les risques financiers est affectée à l'acquisition de parts de fonds comportant au moins 10 % (*contre 7 % auparavant*) de titres susceptibles d'être employés dans un plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire. Cf. article L. 137-16 du CSS (tel que modifié par l'article 71, II de la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019) et article D. 137-1 du CSS (modifié par l'article 6 du décret n° 2019-807 du 30 juillet 2019).

³⁴ Article L. 137-16 du CSS.

³⁵ Article 16 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018). Cf. article L. 137-16 du CSS.

³⁶ Les entreprises de moins de 11 salariés bénéficient d'une exonération de forfait social au titre de ces sommes.

³⁷ Article L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles, modifié par l'article 32 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021. Cf. désormais l'article L. 137-40 du CSS.

³⁸ Décret n° 2014-1718 du 30 décembre 2014. Cf. article D. 2135-34 du code du travail.

³⁹ BOI-IR-DOMIC-40-20130218.

Tableaux n° 2 : retraite complémentaire

Retraite complémentaire - Taux de droit commun						
Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite "classique"	4,72%	3,15%	7,87%	12,95%	8,64%	21,59%
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	2,15%	1,62%	1,08%	2,70%
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		0,35%

Retraite complémentaire - salarié cadre et non cadre d'un OPA non CCPMA ayant adhéré à la CAMARCA avant le 01.01.1998 (AGRICA)						
Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite "classique"	4,72%	3,15%	7,87%	12,95%	8,64%	21,59%
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	2,15%	1,62%	1,08%	2,70%
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		0,35%

Retraite complémentaire - salarié non cadre d'un OPA ayant adhéré à la CCPMA RETRAITE avant le 01.01.1997 (AGRICA)						
Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite "classique"	6,98%	3,18%	10,16%	13,50%	8,09%	21,59%
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	2,15%	1,62%	1,08%	2,70%
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		0,35%

Retraite complémentaire - salarié cadre d'un OPA ayant adhéré à la CCPMA RETRAITE avant le 01.01.1997 (AGRICA)

Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite "classique"	6,98%	3,18%	10,16%	12,95%	8,64%	21,59%
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	2,15%	1,62%	1,08%	2,70%
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		0,35%

Retraite complémentaire - salarié non cadre d'une entreprise de la production agricole (AGRICA)

Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite "classique"	3,94%	3,93%	7,87%	10,80%	10,79%	21,59%
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	2,15%	1,62%	1,08%	2,70%
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		0,35%

Retraite complémentaire - salarié cadre d'une entreprise de la production agricole (AGRICA)

Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite "classique"	6,30%	3,86%	10,16%	12,95%	8,64%	21,59%
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	2,15%	1,62%	1,08%	2,70%
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		0,35%

Retraite complémentaire - salarié cadre et non cadre d'un établissement de l'enseignement agricole privé (AGRICA)

Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite "classique"	6,10%	4,06%	10,16%	12,95%	8,64%	21,59%
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	2,15%	1,62%	1,08%	2,70%
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		0,35%

A noter : La contribution d'équilibre technique n'est due que pour les rémunérations supérieures à 1 plafond de sécurité sociale. En revanche, dès que ce plafond est atteint, la totalité de la rémunération comprise dans la tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale) ou dans la tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale) est soumise à la contribution d'équilibre technique.

Tableaux n° 3 : taux spécifiques en ASA

Catégories particulières d'assurés domiciliés fiscalement en France

Catégories d'assurés		Cotisations		Taux						
				Sur la totalité de la rémunération			Dans la limite du plafond			
				Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	
Titulaires de rente AT 66,66 % avant le 1 ^{er} juillet 1973 ⁴⁰	Retraités	Maladie, maternité, invalidité, décès		18,60 %	-	18,60 %	-	-	-	
		Vieillesse		-	-	-	-	-	-	
	Non retraités	Maladie, maternité, invalidité, décès		18,60 %	-	18,60 %	-	-	-	
		Vieillesse		-	-	-	15,80 %	-	15,80 %	
Fonctionnaires détachés et anciens mineurs reconvertis maintenus au régime des Mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension) et pension des survivants ⁴¹		Maladie, maternité, invalidité, décès, soins aux invalides	Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel	5,95 %	0,00 %	5,95 %	-	-	-	
			Rémunération annuelle > 2,5 SMIC annuel	11,95 %	0,00 %	11,95 %	-	-	-	
Personnel statutaire des SICAE ⁴²		Prestations en nature, maladie, maternité, soins aux invalides		11,10 %	-	11,10 %	-	-	-	
Stagiaires autres que FPC au sens de l'article R. 741-65 du CRPM (sauf Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle) ⁴³		Maladie, maternité, invalidité, décès	Stagiaires titulaires d'un contrat de travail ⁴⁴	Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel	4,24 %	- ⁴⁵	4,24 %	-	-	-
				Rémunération annuelle > 2,5 SMIC annuel	7,87 %		7,87 %	-	-	-
			Stagiaires non titulaires d'un contrat de travail		7,87 %		7,87 %	-	-	-
		Vieillesse		1,31 %	0,40%	1,71 %	4,94 %	2,86 %	7,80 %	

⁴⁰ Cf. Article D. 741-35 du CRPM : I, 1° (assurance maladie maternité, invalidité, décès) et II (assurance vieillesse). Taux en dur.

⁴¹ Cf. article D. 741-35, I, 3° du CRPM. Ces dispositions prévoient que le taux applicable à cette catégorie de population est le taux prévu à l'article 1er décret n° 67-804 du 20 septembre 1967 (tel que modifié par l'article 12 du décret n° 2014-1531 du 17 décembre 2014) renvoyant désormais au taux prévu à l'article D. 242-3 du CSS (qui a été modifié par le décret n° 2017-1891 du 30 décembre 2017) soit 13 % pour les rémunérations supérieures à 2,5 SMIC annuel, réduit de 1,05 point : 13 - 1,05 = 11,95 % et 7 % pour les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC annuel, réduit de 1,05 point : 7 - 1,05 = 5,95 %.

A noter : Le taux pour les assurés domiciliés fiscalement hors de France (cotisation salariale) a été modifié en dernier lieu par le décret n° 2018-162 du 6 mars 2018.

⁴² Article D. 741-35, I, 2° du CRPM. Ces dispositions renvoient au taux fixé à l'article 9, II du décret n° 91-613 du 28 juin 1991 (soit 11,10 %).

A noter : L'article 3 du décret n° 2017-1891 du 30 décembre 2017 prévoyait que, pour l'année 2018, le taux fixé à l'article 9, II du décret n° 91-613 devait être réduit de 0,8 point (soit 11,10 - 0,8 = 10,30 %). Aucune disposition similaire n'ayant été prévue pour les années 2019 et 2020, le taux doit être maintenu à 11,10 %.

⁴³ Arrêté du 17 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 27 mars 2012, fixant la réduction des taux des cotisations d'assurances sociales agricoles dues pour les stagiaires agricoles par rapport aux taux de l'article D. 242-3 du CSS (les taux ne sont pas en dur).

⁴⁴ Article R. 741-65, 2° du CSS

⁴⁵ Circulaire CCMSA n° 1998-025 du 20 février 1998 (note technique n° 2, § 1.1.4).

Catégories particulières d'assurés domiciliés fiscalement hors de France

Catégories d'assurés	Cotisations		Taux						
			Sur la totalité de la rémunération			Dans la limite du plafond			
			Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	
Fonctionnaires détachés et anciens mineurs reconvertis maintenus au régime des Mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension) et pension des survivants	Maladie, maternité, invalidité, décès, soins aux invalides	Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel	5,95 %	5,50 %	11,45 %	-	-	-	
		Rémunération annuelle > 2,5 SMIC annuel	11,95 %	5,50 %	17,45 %	-	-	-	
Personnel statutaire des SICAE	Prestations en nature, maladie, maternité, soins aux invalides		11,10 %	4,5 % ⁴⁶	15,60 %	-	-	-	
Stagiaires autres que FPC au sens de l'article R. 741-65 du CRPM (sauf Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle) ⁴⁷	Maladie, maternité, invalidité, décès	Stagiaires titulaires d'un contrat de travail	Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel	4,24 %	2,70 %	6,94 %	-	-	-
			Rémunération annuelle > 2,5 SMIC annuel	7,87 %	2,70 %	10,57 %	-	-	-
		Stagiaires non titulaires d'un contrat de travail	7,87 %	2,70 %	10,57 %	-	-	-	
	Vieillesse			1,31 %	0,40 %	1,71 %	4,94 %	2,86 %	7,80 %

⁴⁶ Article D. 741-35, I (dernier alinéa) du CRPM, renvoyant à l'article D. 711-4 du CSS.

⁴⁷ Arrêté du 17 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 27 mars 2012, fixant la réduction des taux des cotisations d'assurances sociales agricoles dues pour les stagiaires agricoles par rapport aux taux de l'article D. 242-3 du CSS (les taux ne sont pas en dur).

Tableaux n° 4 : taux spécifiques des départements Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle

Assurés domiciliés fiscalement en France												
Catégories d'assurés	Cotisations		Taux									
			Sur la totalité de la rémunération					Dans la limite du plafond				
			Employeur		Salarié		Total - Taux maximum	Employeur		Salarié		Total - Taux maximum
			Régime de base	Régime local	Régime de base	Régime local		Régime de base	Régime local	Régime de base	Régime local	
Salariés ⁴⁸	Maladie, maternité, invalidité, décès	Rémunération annuelle > 2,5 SMIC annuel	13,00 %	0,10 %	0,00 %	1,10 % ⁴⁹	14,20 %	-	-	-	-	-
		Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel ⁵⁰	7,00 %					-	-	-	-	-
	Vieillesse	1,90 %	-	0,40 %	-	2,30 %	8,55 %	-	6,90 %	-	15,45 %	
Stagiaires agricoles ⁵¹	Maladie, maternité, invalidité, décès	Stagiaires titulaires d'un contrat de travail	Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC	4,24 %	0,10 %	-	0,65 %	4,99 %	-	-	-	-
			Rémunération annuelle > 2,5 SMIC	7,87 %	0,10 %	-	0,65 %	8,62 %				
		Stagiaires non titulaires d'un contrat de travail	7,87 %	0,10 %	-	0,65 %	8,62 %					
	Vieillesse	1,31 %	-	0,40 %	-	1,71 %	4,94 %	-	2,86 %	-	7,80 %	

⁴⁸ Article D. 242-20 du CSS, renvoyant aux taux des articles D. 242-3 à D. 242-5 du CSS.

⁴⁹ Décision du Conseil d'Administration de l'Instance de Gestion du Régime Local Agricole du 4 novembre 2013.

⁵⁰ Article L. 241-2-1 du CSS inséré par l'article 9 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017). Cet article a également été modifié par l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018).

⁵¹ Stagiaires (autres que FPC) au sens de l'article R. 741-65 du CRPM.

Assurés domiciliés fiscalement hors de France

Catégories d'assurés	Cotisations		Taux									
			Sur la totalité de la rémunération					Dans la limite du plafond				
			Employeur		Salarié		Total - Taux maximum	Employeur		Salarié		Total - Taux maximum
			Régime de base	Régime local	Régime de base	Régime local		Régime de base	Régime local	Régime de base	Régime local	
Salariés	Maladie, maternité, invalidité, décès	Rémunération annuelle > 2,5 SMIC annuel	13,00%	0,10%	5,50%	1,10%	19,70%	-	-	-	-	-
		Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC annuel ⁵²	7,00%				13,70%	-	-	-	-	-
	Vieillesse	1,90%	-	0,40%	-	2,30%	8,55%	-	6,90%	-	15,45%	
Stagiaires agricoles	Maladie, maternité, invalidité, décès	Stagiaires titulaires d'un contrat de travail	Rémunération annuelle ≤ 2,5 SMIC	4,24%	0,10%	2,70%	0,65%	7,69%	-	-	-	-
			Rémunération annuelle > 2,5 SMIC	7,87%	0,10%	2,70%	0,65%	11,32%				
		Stagiaires non titulaires d'un contrat de travail	7,87%	0,10%	2,70%	0,65%	11,32%					
	Vieillesse	1,31%	-	0,40%	-	1,71%	4,94%	-	2,86%	-	7,80%	

⁵² Article L. 241-2-1 du CSS inséré par l'article 9 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017). Cet article a également été modifié par l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018).

Tableau n° 5 : taux applicables aux revenus de remplacement

Taux de cotisation maladie applicables aux revenus de remplacement				
Revenus de remplacement		Taux de cotisation maladie		Taux de la cotisation supplémentaire d'assurance maladie du régime local d'Alsace-Moselle
		Personnes fiscalement domiciliées en France	Personnes non domiciliées fiscalement en France ⁵³	
Avantages de retraite⁵⁴	Pension de retraite du régime de base au titre d'une activité professionnelle relevant du régime des salariés agricoles	Non due	3,20 %	1,10 % ⁵⁵
	Avantage de retraite complémentaire versé par les caisses de retraite complémentaire, l'employeur ou une compagnie d'assurance	1 %	4,20 %	
	Avantage de retraite supplémentaire	1 %	3,20 %	
Pension d'invalidité	Pension d'invalidité	Non due	Non due	Non due
Allocations de préretraite⁵⁶	Allocation de préretraite résultant d'une décision unilatérale de l'employeur	1 %	3,20 %	1,10 %
	Allocation de préretraite résultant de dispositions conventionnelles	1,70 %	4,90 %	
	Allocation de préretraite progressive			
	Allocation de cessation anticipée d'activité dans le cadre d'un accord CATS	Non due	2,80 %	

⁵³ Pour la cotisation maladie : Article D. 741-71 du CRPM (modifié par le décret n° 2018-162 du 6 mars 2018).

⁵⁴ Article D.741-71 du CRPM

⁵⁵ Décision du Conseil d'Administration de l'Instance de gestion du Régime Local Agricole du 4 novembre 2013.

⁵⁶ Article D. 741-76 du CRPM et article D. 242-12 du CSS

Tableau n° 6 : taux applicables aux retraites chapeaux

Contribution sur les retraites supplémentaires dites « retraites chapeaux »		
Contribution salariale sur les rentes perçues du 1er janvier au 31 décembre 2021 ⁵⁷		
Date de liquidation de la retraite	Part de la rente	Taux de la contribution
Avant le 1er janvier 2011	Part ≤ 565 €	0 %
	Part > 565 € et ≤ 1131 €	7 %
	Part > 1131 €	14 %
A compter du 1er janvier 2011	Part ≤ 452 €	0 %
	Part > 452 € et ≤ 679 €	7 %
	Part > 679 €	14 %
Contribution patronale spécifique		
Régime	Assiette	Taux de la contribution
Ancien régime⁵⁸	Totalité des rentes servies	32 %
	Primes versées à un organisme assureur	24 %
	Dotations aux provisions constituées en cas de gestion interne	48 %
Nouveau régime (à compter du 5 juillet 2019)⁵⁹	Sommes versées au titre du financement de contrats de retraite professionnelle supplémentaire	29,70 % ⁶⁰

⁵⁷ Article L.137-11-1 du CSS.

Les valeurs sont revalorisées chaque année en fonction de l'évolution plafond de sécurité sociale et arrondies à l'euro le plus proche (BOI-RSA-PENS-30-10-10-20121211, n° 90).

⁵⁸ Article L.137-11 du CSS.

⁵⁹ Ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019.

⁶⁰ Article L. 137-11-2 du CSS.

Cotisations prévoyance / santé			BASE de CALCUL	% Part patronale	% Part salariale
AGRI Prévoyance décès (non cadre)	GARD	Agrica : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, champignonnières, viticulture, maraîchage, pépinières [APE : 100, 110, 120, 130, 140 (hors accoupage), 150 (NAF : 0143Z, 0162Z), 180 y compris CUMA, 190]	Totalité du salaire	0,43	0,04
		Agrica : Employeurs de jardiniers Associations syndicales autorisées	Totalité du salaire	0,24*	0,16*
	HERAULT	Agrica : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, horticulture (APE 100, 110, 130, 140, 180, 190) et CUMA	Totalité du salaire	0,41	0,04
		Agrica : Sylviculture (APE : 310)	Dans la limite de 4 plafonds	0,195*	0,005*
	LOZERE	Agrica : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, élevage spécialisé, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, horticulture, sylviculture, CUMA [APE : 100, 110, 130, 140 (hors accoupage), 150 (NAF : 0143Z, 0162Z), 180, 190, 310 (à l'exception de l'abattage)]	Dans la limite de 4 plafonds	0,19	-
	GARD LOZERE	Agrica : Entreprises de travaux forestiers, scieries agricoles [APE : 310, 330 (sauf NAF : 0240Z), 340]	Totalité du salaire	0,12	0,12
	GARD HERAULT LOZERE	Agrica : Accord national prévoyance Agri-prévoyance	Dans la limite de 4 plafonds annuels	0,26	0,04
		Agrica : Entreprises de travaux agricoles ruraux et forestiers (EDT) Aude - Gard - Hérault - Pyrénées-Orientales - Lozère - Vaucluse APE 400 (01.61Z / 01.62Z / 0.40Z / 36.00Z / 43.12A)	Dans la limite de 4 plafonds	0,305	0,145
		Agrica : Gardes-chasse et Gardes-pêche	Dans la limite de 3 plafonds	0,20*	0,20*
		Agrica : Paysagistes (APE : 410)	Totalité du salaire	0,20	0,03
		Agrica : Entreprise d'accoupage et de sélection	Dans la limite de 4 plafonds	0,39	0,31
		Agrica : Parcs Zoologiques	Dans la limite de 4 plafonds	0,09	0,25
GIT Garantie Incapacité de Travail (non cadre)	GARD	Agrica : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, champignonnières, viticulture, maraîchage, pépinières [APE : 100, 110, 120, 130, 140 (hors accoupage), 150 (NAF 0143Z, 0162Z), 180 y compris CUMA, 190]	Totalité du salaire	0,875	1,115
	HERAULT	Agrica : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, horticulture (APE 100, 110, 130, 140, 180, 190), CUMA et Groupements d'Employeurs	Totalité du salaire	1.095	1.015
		Agrica : Sylviculture (APE : 310)	Dans la limite de 4 plafonds	0,03*	0,22*
	LOZERE	Agrica : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, élevage spécialisé, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, horticulture, sylviculture, CUMA [APE : 100, 110, 130, 140 (hors accoupage), 150 (NAF : 0143Z, 0162Z), 180, 190, 310 (à l'exception de l'abattage)]	Dans la limite de 4 plafonds	0,62	0,54
	GARD LOZERE	Agrica : Entreprises de travaux forestiers, scieries agricoles [APE : 310, 330 (sauf NAF : 0240Z), 340]	Totalité du salaire	0,61	0,45

Cotisations prévoyance / santé (suite)			BASE de CALCUL	Part patronale	Part salariale
GIT Garantie Incapacité de Travail (non cadre)	GARD HERAULT LOZERE	Agrica : Accord national prévoyance Agri-prévoyance	Dans la limite de 4 plafonds annuels	0,075*	0,425*
		Agrica : Entreprises de travaux agricoles ruraux et forestiers Aude - Gard - Hérault - Pyrénées-Orientales - Lozère - Vaucluse APE 400 (01.61Z / 01.62Z / 0.40Z/ 36.00Z / 43.12A)	Dans la limite de 4 plafonds	0,765	0,805
		Agrica : Paysagistes (APE : 410)	Totalité du salaire	0,71	0,48
		Agrica : Entreprise d'accoupage et de sélection	Dans la limite de 4 plafonds	1.162	1,128
		Agrica : Parcs Zoologiques	Dans la limite de 4 plafonds	0,61*	0,40*
CFS Garantie Frais de Santé (non cadre)	HERAULT	Eovi mcd mutuelle: Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, activités agro-touristiques rattachées aux exploitations [APE : 100, 110, 130, 140, 180 y compris CUMA, 190, 920]	Forfait mensuel	15,35 €	15,35 €
	GARD	Eovi mcd mutuelle: Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, activités agro-touristiques rattachées aux exploitations [APE : 100, 110, 130, 140, 180 y compris CUMA, 190, 920]	Forfait mensuel	14,50 €	14,50 €
	LOZERE	Mutualia : Exploitations agricoles, polyculture, élevage, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières [APE : 100, 110, 130, 140 (hors accoupage), 150 (hors centres équestres, haras, chevaux de courses), 180, 190 toute CUMA	Forfait mensuel	17,91 €	17,91 €
	GARD HERAULT LOZERE	Agrica : Accord national santé Agri-prévoyance	Forfait mensuel Structure Isolé	17,35 €	17,35 €
	GARD HERAULT LOZERE	Agrica : Entreprises du paysage	Forfait mensuel	23,29 €*	23,29 €*

*sous réserve de modification des taux prévoyance DC/GIT et forfaits CFS

A tout moment l'information sur www.msalanguedoc.fr

CATEGORIES DE RISQUES ET TAUX DE COTISATIONS AT

- 1er janvier au 31 décembre 2021 -

CODE	CATEGORIES DE RISQUES	TAUX FORFAITAIRE après répercussion de l'individualisation en %	TAUX DE COTISATIONS Majoration forfaitaire incluse	
110	Cultures spécialisées	- 0,3699	2,66 %	
120	Champignonnières	- 0,3699	2,66 %	
130	Élevage spécialisé de gros animaux	- 0,4296	2,70 %	
140	Élevage spécialisé de petits animaux	- 0,3073	4,25 %	
150	Entraînement, dressage, haras	- 0,4486	6,86 %	
160	Conchyliculture	- 0,5069	2,11 %	
170	Marais salants	- 0,3699	2,66 %	
180	Cultures et élevages non spécialisés	- 0,5600	2,48 %	
190	Viticulture	- 0,5264	4,18 %	
310	Sylviculture	- 0,1484	4,92 %	
320	Gemmage	-	3,25 %	
330	Exploitations de bois	- 0,4443	8,43 %	
340	Scieries fixes	- 0,2181	5,47 %	
400	Entreprises de travaux agricoles	- 0,5194	3,14 %	
410	Entreprises de jardins, entreprises paysagistes, entreprises de reboisement	- 0,3659	3,63 %	
500	Artisans ruraux du bâtiment	-	5,05 %	
510	Artisans ruraux autres	-	5,05 %	
600	Stockage, conditionnement de produits agricoles à l'exception des fleurs, fruits ou légumes	- 0,2643	2,31 %	
610	Approvisionnement	- 0,3116	1,57 %	
620	Collecte, traitement, distribution de produits laitiers	0,1018	2,85 %	
630	Traitement de la viande (hors volailles) comprenant une ou plusieurs opérations (abattage, découpe-désossage, conserverie)	3,3593	12,27 %	
640	Conserveries de produits autres que la viande	0,2249	4,43 %	
650	Vinification	- 0,2646	2,08 %	
660	Insémination artificielle	- 0,4296	2,70 %	
670	Sucrierie, distillation	- 0,2646	2,08 %	
680	Meunerie, panification	0,2249	4,43 %	
690	Stockage, conditionnement de fleurs, fruits ou légumes	- 0,0818	4,08 %	
760	Traitement des viandes de volailles (abattage, découpe, transformation)	0,2249	4,43 %	
770	Coopératives diverses	0,2249	4,43 %	
801	Organismes de mutualité agricole	-	1,17 %	
811	Caisses de crédit agricole mutuel	-	1,17 %	
821	Autres organismes, établissements et groupements professionnels agricoles visés à l'article L. 722-20 (6°) du code rural et de la pêche maritime, à l'exclusion des organismes à caractère coopératif	-	1,17 %	
830	SICAE	Personnel statutaire	-	0,20 %
832		Personnel temporaire	-	2,20 %

CODE	CATEGORIES DE RISQUES	TAUX FORFAITAIRE après répercussion de l'individualisation en %	TAUX DE COTISATIONS Majoration forfaitaire incluse
	Apprentis	-	2,20 %
900	Gardes-chasse, gardes-pêche	- 0,5660	2,25 %
910	Jardiniers, jardiniers-gardes de propriété, gardes forestiers	- 0,5660	2,25 %
920	Organismes de remplacement, entreprises de travail temporaire	- 0,5660	2,25 %
940	<i>Membres bénévoles des organismes sociaux</i>	-	0,15 %
950	<i>Elèves de l'enseignement technique et de formation professionnelle agricole</i>	-	0,43 %
970	Personnel enseignant d'établissement agricole privé visé à l'article L. 722-20, 5° du code rural et de la pêche maritime ou employé par les GPA visés à l'article L. 722-20, 6° du code rural et de la pêche maritime	-	0,40 %
980	Travailleurs handicapés des E.S.A.T.	-	1,90 %
	<i>Ateliers et chantiers d'insertion (ACI) : Salariés en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)</i>	-	1,50 %
	Stagiaires de la formation professionnelle continue	-	2,24 %
	Salariés d'entreprises étrangères sans établissement en France	-	1,00 %